

Voici les vérités des événements actuels

Une déclaration du Bureau politique du Parti communiste algérien

Le Bureau politique du Parti communiste algérien, après avoir analysé les informations au sujet des différentes actions armées qui ont eu lieu en plusieurs points du territoire algérien et en particulier dans les Aurès, estime qu'à l'origine de ces événements il y a la politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage, dont les sphères officielles sont obligées de reconnaître aujourd'hui l'existence.

Le Bureau politique estime par conséquent que les responsabilités fondamentales dans ces évé-

nements incombent entièrement aux colonialistes qui, malgré les expériences du Viet-Nam, du Maroc et de la Tunisie, s'obstinent dans une politique d'opposition et de force, face aux aspirations légitimes du peuple algérien, pour maintenir les privilèges d'une poignée de gros propriétaires fonciers, de banquiers et de trusts coloniaux.

Il rappelle que la répression n'a jamais réglé et ne réglera pas les problèmes politiques, économiques et sociaux que pose devant le monde contemporain l'essor irrésistible des mouvements nationaux de libération.

Il estime que la meilleure façon d'éviter les effusions de sang,

d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France.

Le Bureau politique dénonce la violente campagne de panique, de haine raciale et de diversion de la presse réactionnaire et colonialiste, dont le but est de dresser les uns contre les autres, musulmans et européens, appelés à vivre ensemble en Algérie, leur patrimoine commun à tous.

Il dénonce les appels à la ré-

pression bestiale de cette presse aux ordres des gros seigneurs de la colonisation dont la richesse est faite de l'immense détresse de millions d'Algériens.

Le Bureau politique invite les Algériens sans distinction d'origine, et plus particulièrement les travailleurs européens, à ne pas se laisser influencer par la propagande mensongère des milieux colonialistes, à réfléchir à ces événements, à rejeter toute arrière-pensée raciale, pour les juger saine-ment. Il leur demande de se souvenir que cette même propagande et ces mêmes menaces proférées et appliquées au début de la crise en Tunisie ont dû faire place — parce qu'elles ont fait faillite — après une douloureuse expérience, à un ère nouvelle pour le règlement du problème tunisien.

Il souligne les contradictions entre la thèse officielle suivant laquelle le calme règne actuellement en Algérie et les véritables mesures de guerre prises par le gouvernement général en accord avec le gouvernement français.

Le Bureau politique proteste contre ces mesures de terreur qui tendent, en créant un climat d'insécurité générale à ouvrir la voie à une répression généralisée frappant tous les patriotes, tous les hommes épris de liberté et de démocratie.

Le Bureau politique appelle tous les patriotes, tous les démocrates musulmans et européens, à s'unir et à agir pour obtenir que soient rapportées les mesures répressives de l'administration, pour demander la libération de tous les progressistes, démocrates et militants syndicaux, arbitrairement arrêtés, pour qu'enfin soit amorcée une politique nouvelle qui, rompant avec les solutions de force, fera droit aux justes et légitimes aspirations du peuple algérien.

ALGER, le 2 novembre 1954

Le Bureau politique
du Parti communiste
algérien

LA SEULE SOLUTION : FAIRE DROIT AUX LÉGITIMES ASPIRATIONS DU PEUPLE ALGÉRIEN

... « **N**OTRE peuple souffre de plus en plus durement du régime colonial. Les Algériens sont toujours écartés de la gestion de leurs affaires ; ils sont considérés comme des étrangers ou des esclaves dans leur propre pays. Malgré toutes les richesses et la fertilité de notre sol, nos enfants ont faim. Des statistiques récentes évaluent à moins de 4.000 francs le revenu mensuel moyen d'un habitant de notre pays. Par ailleurs, une grave crise agricole menace. La répression, les bas salaires et le chômage ne font que s'aggraver. Des centaines de milliers de jeunes sont sans travail. Le colonialisme nous mène à l'asphyxie économique et à la catastrophe.

« Une telle situation est douloureusement ressentie par tous. Elle compromet l'avenir de tous, Musulmans et Européens. Il est de l'intérêt de tous de la faire cesser... »

Ces appréciations de la situation en Algérie sont extraites de

l'ouvrage de M. Mitterrand de l'octroi de quelques milliards supplémentaires et d'une réforme des communes mixtes.

Mieux, au fil des jours, ses intentions se sont précisées. Dans son dernier discours radiodiffusé M. Mendès-France, après avoir osé prétendre que « tous les pays (de l'Union française) jouissaient de droits civiques et politiques », a une fois encore promis notre pays au rôle de déversoir des capitaux « européens » et à une exploitation renforcée des trusts allemands et français. Le sort que réserve à notre peuple une telle politique n'est pas enviable.

« Les investissements effectués outre-mer, peut-on lire dans le dernier numéro de « France-Observateur », seront soit d'ordre militaire, soit du type à rendement immédiat et élevé ; ils accroîtront le poids du colonialisme au lieu d'améliorer le niveau de vie indigène ».

Quant à M. Mitterrand, il va encore plus loin en déclarant, au récent congrès de l'U.D.S.R. :

européens et aussi de quelques autres : il ne faut pas éviter ou bien ce serait un curieux mal-thusianisme...

Il ne s'agit plus seulement des capitalistes et des chômeurs allemands ou des italiens, mais aussi de quelques autres, dont probablement les impérialistes américains.

Et pour que le gâteau puisse être partagé et digéré en paix, M. Mitterrand s'évertue à faire de l'Algérie une « province française », au mépris de la réalité et de l'histoire. Mieux, il voudrait enlever aux Algériens toute justification juridique à leur lutte pour une vie nationale propre et propose de réviser la Constitution afin d'y supprimer un certain article 75 qui prévoit la possibilité d'une évolution progressive des pays de l'Union française vers l'autonomie.

Agir comme l'a fait le gouvernement Mendès-France c'est, comme l'écrivait notre camarade Bachir Hadj Ali il y a à peine 15 jours dans « Liberté », « FAI-

FRACHO